

PLAN GENERAL DE COORDINATION SIMPLIFIE



Rénovation de l'école maternelle de BECHY
32 rue Charles de Gaulle
57580 BECHY

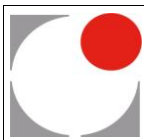
MAITRE D'OUVRAGE	COMMUNE DE BECHY 39, Rue Charles de Gaulle 57580 BECHY
MAITRISE D'OEUVRE	Ouahid GHOURBI – Architecte DPLG 3 avenue leclerc de hauteclocque 57000 METZ
COORDINATION SPS	QUALICONSULT SECURITE 4 allée de Vincennes 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

MISE A JOUR

Indice	Date d'édition	Intitulé
0	08/01/18	PGC initial

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81
Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39



PREAMBULE

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

MOYENS ET AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SPS DONNÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

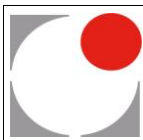
Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le Maître d'ouvrage autorise le Coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ces interventions le Coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leurs incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le Coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du Coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Le Coordonnateur SPS exclura du chantier toute entreprise intervenante n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis son plan particulier de protection de la santé (PPSPS).

« L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

Article L4121-1

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.
Ces mesures comprennent :

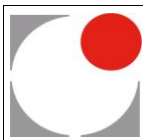
- 1° Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes

Article L 4121-2

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° - Éviter les risques ;
- 2° - Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° - Combattre les risques à la source ;
- 4° - Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° - Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° - Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- 7° - Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;
- 8° - Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° - Donner les instructions appropriées aux travailleurs.



ENONCE DES RISQUES PROPRES A L'OPERATION

Risques engendrés par le type de chantier:

Le chantier sera réalisé dans des emprises clôturées à proximité de la circulation.

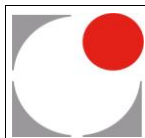
Cette opération va mettre en évidence une co-activité de deux ordres entre les diverses entreprises réalisant le chantier :

- ⑨ Une co-activité simultanée, ou successive avec des opérations éventuelles effectuées pour le compte des concessionnaires.
- ⑨ Les interactions entre le public (circulations riverains) et les entreprises.

Outre cette co-activité, les risques principaux concernent :

- ⑨ Renversments d'engins. Heurts entre engins de chantier et avec le personnel à pied, avec la circulation publique
- ⑨ Chutes de plain-pied, chutes dans les fouilles, chutes d'objets, chute de hauteur de personne.
- ⑨ Écrasements sous les charges soulevées.
- ⑨ Contact entre des engins et les ouvrages aériens (câble, ouvrage béton...)
- ⑨ Bruit, poussière, vibrations. Mauvaises postures de travail. évacuation de gravois non exécuté.
- ⑨ Risque électrique et/ou électrocution par contact ou travaux à proximité de câbles électriques sous tension existants.
- ⑨ Dangers occasionnés par des manœuvres imprévues ou des conditions climatiques particulières.
- ⑨ Risque lié plomb et/ou produit chimique, hydrocarbure....
- ⑨ Brûlures lors de découpe en oxycoupage.
- ⑨ Brûlures lors de travaux par point chaud et utilisation de produit chimique (soudure, ...)
- ⑨ Explosion ou intoxication du à la rupture de conduites ou bouteille de Gaz ou à des travaux avec des bouteilles de gaz.
- ⑨ Travaux en milieux difficiles et confinés (gaines techniques, combles,...)

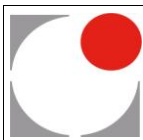
Pour remédier à ces risques, il conviendra de privilégier les protections collectives par rapport aux protections individuelles et de respecter les consignes et procédures.



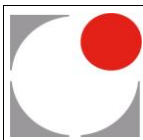
SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX	7
1.1 Désignation de l'opération :	7
1.2 Description sommaire :	7
1.3 Liste des entreprises, nomenclature des lots :	7
1.4 Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération :	7
1.5 Liste des intervenants	8
2. ACCES AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT	9
2.1 Voies d'accès / desserte :	9
2.2 Environnement et servitudes :	9
2.3 Dispositions prises pour limiter l'accès aux personnes autorisées :	9
2.4 Découverte d'engin de guerre :	10
2.5 Installations provisoires sur la voie publique :	10
3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	10
3.1 Voies et réseaux et divers préalables aux travaux.	10
3.2 Cantonnements :	11
3.3 Nettoyage du chantier :	11
4. ELECTRICITE DE CHANTIER	12
4.1 Installations primaires :	12
4.1.2. Installations secondaires :	12
4.2 Alimentation eau potable :	12
5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE	13
A la charge de toutes les entreprises :	13
5.1 Description :	13
5.2 Mesures de prévention :	13
5.3 Manutention et déchargement :	14
6. CIRCULATIONS INTERIEURES AU CHANTIER	14
6.1 Circulation des véhicules :	14
6.2 Circulation des piétons :	15
6.3 Plan d'installation de chantier :	15
7. ORGANISATION DES SECOURS – PREVENTION DES INCENDIES	16
7.1 Secours :	16
7.2 Incendie :	17
8. PROTECTIONS COLLECTIVES	17
8.1 Dispositions générales :	17
9. TRAVAUX SPECIFIQUES PRESENTANT UN DANGER PARTICULIER	18
9.1 Découverte de produit amianté.	18
9.2 Mise en œuvre de produits dangereux :	18
9.3 Risques chimiques :	18
9.4 Travaux en hauteur :	18
9.5 Échafaudages :	19
9.6 Travaux à proximité de réseaux enterrés et aériens	19
9.7 Superposition de taches :	20
9.8 Bruits et nuisances :	20
9.9 Co-activité et travaux en site occupé :	20
9.10 Risques créés et protections collectives :	21
9.11 Intempéries :	21
10. TABLEAU D'ANALYSE DE RISQUES	21
11. OBLIGATION DE CHAQUES INTERVENANTS ET MODALITE DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, TRAVAILLEURS INDEPENDANTS ET LE COORDONNATEUR SPS	23
11.1 Formation du personnel :	23
11.2 Travailleurs étrangers (non francophones) :	24
11.3 Responsabilité de chaque entreprise :	24
11.4 Inspection commune :	24
11.5 Registre Journal :	24

QUALICONSULT SECURITE



11.6 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé :	25
11.7 Principaux registres à tenir sur le chantier :	26
11.8 Sous-traitance :	27
11.9 Prestataires de service :	27
11.10 Sanctions pour non respect des règles de sécurité :	27
11.11 Planning des travaux :	27



1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

1.1 Désignation de l'opération :

Nature des travaux :

Le projet comprend :

- La rénovation d'un immeuble R+1 comprenant 2 entrées et une cour,
- La création d'un ascenseur monte-pmr,

Mode de passation des marchés :

Lots séparés

Implantation géographique / adresse :

32 rue Charles de Gaulle - 57580 BECHY

1.2 Description sommaire :

Démolition, charpente couverture, cloisons, lots techniques, finitions et mobiliers

1.3 Liste des entreprises, nomenclature des lots :

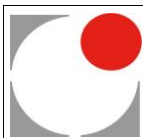
Lots	Désignation	Nom de l'entreprise
01	<i>GROS OEUVRE</i>	
02	<i>CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIE</i>	
03	<i>MENUISERIES BOIS</i>	
04	<i>MENUISERIES PVC</i>	
05	<i>METALLERIE</i>	
06	<i>PLATRERIE</i>	
07	<i>CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE ET SANITAIRE</i>	
08	<i>ELECTRICITE</i>	
09	<i>REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES - FAIENCE</i>	
10	<i>PEINTURE-TENTURE</i>	
11	<i>VRD</i>	
12	<i>ASCENSEUR</i>	

1.4 Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération :

Les travaux se déroulent sur une période de 9 mois

Personnel moyen prévu pour l'ensemble des travaux : 10 personnes

Opération de 3^{ème} catégorie avec un effective prévisionnel de < 900 Hommes-Jours

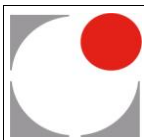


1.5 Liste des intervenants

	NOM	COORDONNEES
MAITRE D'OUVRAGE	COMMUNE DE BECHY	39, Rue Charles de Gaulle 57580 BECHY
MAITRISE D'OEUVRE	Ouahid GHOURBI – Architecte DPLG	3 avenue leclerc de hauteclocque 57000 METZ
COORDONNATEUR SPS	QUALICONSULT SECURITE Agence Lorraine	11 rue Edouard Belin 57070 METZ 4 allée de Vincennes 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Organismes de prévention, de secours et divers

SERVICE D'URGENCE	POMPIERS		18
	POLICE		17
	SAMU		15
	SOS MAIN 57	Clinique Claude Bernard 97 rue Claude Bernard 57070 METZ	03 87 39 60 01
HOPITAL SERVICE URGENCE	CHR BEL AIR	1,3 rue de Frescaty 57100 THIONVILLE	03 82 55 82 55
CENTRE SOS MAIN	CLINIQUE CLAUDE BERNARD	97 rue Claude Bernard 57070 METZ	03 87 39 60 01
ORGANISMES OFFICIELS	DIRECCTE LORRAINE	32 av André Malraux 57046 METZ Cedex	03 87 56 54 00
	CARSAT	3 pl du Roi George 57000 METZ	03 87 66 86 22
	OPPBTP	9 rue de Tarbes 54270 ESSEY LES NANCY	03 83 20 20 03



2. ACCES AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

2.1 Voies d'accès / desserte :

Accès principal :

Pour tous véhicules, l'accès devra rester libre et être nettoyé régulièrement

Gabarit à respecter :

Pour tous véhicules. Il appartient aux entreprises en particulier de vérifier les possibilités d'accès au site (giration, longueur des véhicules) .

Charge admissible :

Pour tous les entreprises ainsi que les livraisons. Voir avec les services techniques de la ville.

2.2 Environnement et servitudes :

Ouvrages voisins et circulation.

- ⑩ Le principe général consiste à ne pas exporter de risques vers les zones de circulation, les espaces publics et propriétés avoisinantes ou autres chantiers.
- ⑩ Le maintien du niveau de sécurité existant, notamment en ce qui concerne la circulation piétonne et la circulation des véhicules, doit être une priorité.
- ⑩ Les stationnements des véhicules ou les stockages sont interdits sur le domaine public.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier, présent sur le chantier.

- ⑩ Établir les DICT correspondantes
- ⑩ Ces DICT et les réponses correspondantes pourront être consultés sur chantier
- ⑩ Les entreprises devront s'adresser au Maître d'œuvre afin que lui soit remis le plan de récolement des réseaux.
- ⑩ Par rapport au terrain (la terre, l'eau, les démolitions, ...)
- ⑩ Se référer au rapport géotechnique.

Autorisations administratives et démarches diverses

- ⑩ DICT
- ⑩ Autorisation de survol des flèches de grues
- ⑩ Arrête et/ou autorisations de voirie, occupation du domaine public ou privé.
- ⑩ Autorisations d'intervention en site occupé.

Sujétions des contraintes d'exécution de l'infrastructure

- ⑩ Nature du sol, fondations.
- ⑩ Se référer au rapport géotechnique.

Raccordement des réseaux .

- ⑩ Prise de contact avec les concessionnaires et consignation si besoin.
- ⑩ Un piquetage des réseaux des concessionnaires sera préalablement réalisé au droit ou au voisinage des travaux à exécuter en présence des représentants des services exploitants.

2.3 Dispositions prises pour limiter l'accès aux personnes autorisées :

La zone travaux sera entièrement clôturée, mise en place des clôtures par l'entreprise titulaire du Lot GO

L'entreprise titulaire du Lot GO mettra en place les panneaux de signalisation suivant

-chantier interdit au public

-port du casque et des chaussures de sécurité obligatoire

Le personnel de chantier doit être identifiable par le coordonnateur SPS (à préciser dans P.P.S.P.S.). Si le personnel ne peut justifier de son appartenance à une entreprise, il sera exclu du chantier sur le champs.

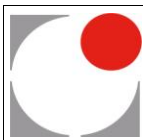
Chaque entreprise est responsable de l'accueil de ses salariés.

Chaque entreprise devra communiquer les consignes de sécurité à ses salariés

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81

Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39



2.4 Découverte d'engin de guerre :

Toute entreprise ou salarié découvrant tout engin susceptible d'être dangereux devra appliquer la procédure suivante :

- Arrêt immédiat du travail ayant conduit à la découverte d'un engin suspect.
 - Ne pas tenter de dégager l'engin suspect.
 - Évacuation de la zone du personnel à pieds.
 - Évacuation si possible du matériel ayant conduit à la découverte de l'engin suspect.
 - Baliser la zone sur un diamètre minimum de 50 m.
 - Appeler les services d'urgence (112 par mobile) qui se chargeront d'informer les Services de la PROTECTION CIVILE et prendront les premières mesures sur site.
 - Saisir l'autorité de la force publique présente à proximité de la zone.
 - Interdire la circulation des usagers ou des piétons dans la zone concernée (gardiennage du balisage) jusqu'à l'arrivée des services compétents et ne quitter la zone qu'après l'arrivée de ces derniers.
- Informers le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

2.5 Installations provisoires sur la voie publique :

Il est interdit de mettre des installations provisoires sur la voie publique, sans autorisation dûment notifiée par la Maîtrise d'Ouvrage.

3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE **SATISFAISANT**

3.1 Voies et réseaux et divers préalables aux travaux.

ELECTRICITE

Localisation : *suivant DICT et/ou plan d'installation et plan de récolement.*

Entreprise chargée du raccordement : *Lot GO*

Planification du raccordement : *Période de préparation de chantier*

EAU

Localisation : *suivant DICT et/ou plan d'installation et plan de récolement.*

Entreprise chargée du raccordement : *Lot GO*

Planification du raccordement : *Période de préparation de chantier*

EAUX USEES

Localisation : *suivant DICT et/ou plan d'installation*

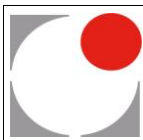
Entreprise chargée du raccordement : *Lot GO*

Planification du raccordement : *Période de préparation de chantier*

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81

Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39

**TELEPHONE/FAX****Localisation :** *Bureau de chantier***Entreprise chargée du raccordement :** *Toutes les entreprises devront disposer d'un téléphone portable***Planification du raccordement :** *Période de préparation de chantier*

3.2 Cantonnements :

Dispositions Générales :

Le cantonnement devra être raccordé à tous les réseaux.

Pendant la phase travaux les installations de chantier pourront faire l'objet de modifications ou de déplacements (sans frais supplémentaire)

Description nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Lot chargé de la mise en œuvre
<i>Vestiaires</i>	Selon les normes en vigueur Recommandation 1,25 m ² /ouvrier (surface minimum de 45m ²)	Suivant réunion de préparation	A définir En cas de dépassement des capacités d'accueil.	GROS OEUVRE
<i>Réfectoires</i>	Selon les normes en vigueur Recommandation 1,50 m ² /ouvrier permettant de boire et de manger dans des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisante.	Suivant réunion de préparation	Disposant d'un appareil de chauffe plat et de réfrigérateur	GROS OEUVRE
<i>Sanitaires</i>	Selon les normes en vigueur Recommandation 1WC/2urinoires 3 laves mains minimum avec eau potable (eau chaude et froide) 1 douche minimum pour 20 pers	Suivant réunion de préparation	Nettoyage journalier ou mise en place d'un bloc sanitaire si défaillance dans le nettoyage	GROS OEUVRE
<i>Salle de réunion</i>		Suivant CCAP	Suivant CCAP	GROS OEUVRE

Vérification de l'installation électrique : A réaliser à la fin de l'installation du cantonnement et à chaque modification.
Vérification à faire tous les 12 mois. Transmettre PV de vérification au Coordonnateur SPS.

3.3 Nettoyage du chantier :

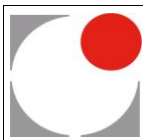
Procédure générale :

Chaque entreprise effectuera le tri sélectif de ses gravats qu'elle évacuera journallement des zones de travail vers les bennes ou décharge agréées.

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81

Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39



Les bidons, les plastiques, cartons, polystyrène, etc... et tous éléments polluant ou à risque seront évacués au fur et à mesure.
DECHARGE :

La désignation des décharges destinataires des déblais ou déchets est obligatoire, soit au travers du PPSPS, soit par la fourniture des BSDA ou BSDI... ou tickets fournis par les décharges.

Procédures en cas de litige ou de défaillance :

Mise en place de bennes sur simple demande du Maître d'Ouvrage, Maître d'Euvre ou C SPS aux frais de l'entreprise défaillante

4. ELECTRICITE DE CHANTIER

4.1 Installations primaires :

Description :

Branchement des cantonnements et pose d'un coffret électrique fermant à clé permettant le branchement de prises de courant sans avoir à ouvrir la porte du coffret, équipé d'un dispositif différentiel à haute sensibilité de 30mA et d'un dispositif de coupure d'urgence

Lot chargé de l'installation :

Lot électrique

Vérification périodique par organisme agréé :

Lors de l'installation, puis tous les douze mois

4.1.2. Installations secondaires :

Description, implantation et nombre de coffrets :

1 coffret de chantier pour chaque zone de travaux y compris réhabilitation (RDC et R+1). Des coffrets doivent être distants de moins de 50 mètres. Les armoires seront obligatoirement cadenassées et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Toutes les entreprises seront équipées de rallonge de type H07 RNF (câble caoutchouc souple), et prises incassables IP 447, Baladeuses NF C71.008, enrouleurs catégorie B NF C 61.720.....

Un éclairage devra être installé dans les circulations et cage d'escalier de chaque bâtiment. Cet éclairage devra être positionné de façon à permettre la réalisation de tous les travaux.

Lot chargé de l'installation :

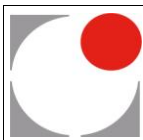
Lot électrique

Vérification périodique par organisme agréé :

Une vérification des installations est obligatoire dès la mise en place initiale et à chaque modification importante. Tout manquement fera l'objet d'un arrêt de poste pour risques électriques.

4.2 Alimentation eau potable :

Le lot GO aura à sa charge la mise en place d'un point d'eau minimum dans un bâtiment pour l'ensemble des travaux.



5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

A la charge de toutes les entreprises :

La conduite des engins de manutention et de chantier sera assurée par du personnel qualifié et habilité, titulaires du C.A.C.E.S : attestations, contrats de mise à disposition,...

Les modes d'approvisionnements des matériels et matériaux seront obligatoirement définis par les entreprises dans leur PPSPS.

Les engins de manutention et de chantier feront l'objet des vérifications réglementaires qui les concernent.

5.1 Description :

En plus de la vérification préalable des conditions d'accès, de la nature et la portance des sols destinés à recevoir des stations de levage/manutention, fixes ou mobiles, toutes les entreprises concernées tiendront obligatoirement compte dans l'installation du matériel (grue(s) ou engin(s) de levage/manutention), des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Nature des engins	Lot installateur	Localisation	Lots utilisateurs
<i>Camion auto déchargeable</i>	Toutes entreprises	Zone de déchargement	Toutes entreprises
<i>Autres</i>	/	/	/

5.2 Mesures de prévention :

Vérification des engins :

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1er, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront être communiqués au Coordonnateur SPS et être disponibles sur le chantier ou **sur l'appareil en question**.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc...) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation)

œ périodiquement vérifiées par un Organisme de contrôle habilité.

Stabilité des supports et solidité :

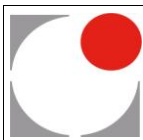
Étude de sols, vérification par organisme agréé.

En périphérie du bâtiment, la plate forme sera supérieure à l'emprise du bâtiment sur 2 ml de large pour la pose d'un échafaudage (sauf en cas de précision dans le CCTP).

Prévention des renversements :

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une information et une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra obligatoirement être en possession sur le chantier d'une autorisation de conduite délivré par son employeur, de son aptitude médicale et de la procédure définie par l'entreprise sur le déplacement des engins sur le chantier.



5.3 Manutention et déchargement :

L'entreprise doit prévoir dans son P.P.S.P.S. des modes opératoires réduisant les manutentions manuelles.

La manutention s'effectuera avec les protections individuelles :

Gants de protection, vêtements de travail, casque, chaussures de sécurité.

L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres corps d'état sera accepté par l'entreprise à qui appartient le matériel sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité.

Les conditions d'utilisation devront être précisées par le propriétaire du matériel dès l'inspection commune.

Le matériel doit toujours être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient.

L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté.

Le guidage est effectué par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel.

Les frais de matériel et de personnel sont à la charge de l'entreprise utilisatrice.

L'entreprise à qui appartient le matériel de manutention assurera l'affichage systématique des charges admissibles. Les sols des dégagements existants seront protégés pour toutes manutentions.

6. CIRCULATIONS INTERIEURES AU CHANTIER

6.1 Circulation des véhicules :

Dispositions générales :

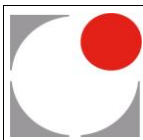
Une voie de circulation sera matérialisée pour chaque phase de travaux (Terrassement, VRD, Construction)

Une zone de stationnement sera définie, ainsi qu'une zone de déchargement et de stockage

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre et de l'entretien
<i>Aire de déchargement</i>	Aire de déchargement	Suivant Plan et phasage	Lot GO
<i>Stationnement</i>	Parking provisoire	Suivant Plan et phasage	Lot GO
<i>Signalisation</i>	Conforme au code de la route	Suivant Plan et phasage	Lot GO

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins :

Chaque opération de levage ou de circulation d'engin dans l'enceinte du chantier devra être dirigée par un chef de manœuvre



6.2 Circulation des piétons :

Dispositions générales :

Les salariés et visiteurs autorisés par le M.O. à pénétrer sur le chantier ont obligation de respecter le port des EPI.

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules.

Une matérialisation physique des flux de chantier « personnels » et « engins » sera mise en place s'il y a lieu dès le début des travaux par les Lots pour chaque phase de chantier

Le cheminement depuis l'extérieur du chantier vers le cantonnement sera protégé et sécurisé vis-à-vis des travaux en cours ou à effectuer, drainé, maintenu propre.

Les circulations de personnel en dehors de l'emprise du chantier devront être organisées et définies par chaque entreprise dans un protocole.

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en œuvre
Accès aux immeubles, entreprises	K5/GBA/barrières	Suivant besoin et méthode	Lot GO
Protection des accès	Signalisation	En début et fin de zone	Lot GO
Autre	/	A définir	

6.3 Plan d'installation de chantier :

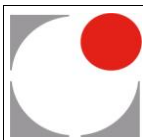
Selon le choix de l'entreprise titulaire du Lot GO sur la mise en place de bungalow, un plan d'installation sera établi par cette dernière. Ce document indiquera les accès pour les travaux, l'emplacement de la base vie et/ou la définition du cantonnement, l'emplacement des clôtures de chantier, les dispositifs de fermetures, la position et la définition de la signalisation et de la signalétique qui sera mise en place à la périphérie du site.

Ce plan sera soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage, Œuvre, et du Coordonnateur SPS pour validation.

Le plan définitif élaboré par l'entreprise de titulaires comportera :

- Les entrées et sorties du chantier,
- Les accès réservés aux approvisionnements,
- Les zones à clôturer,
- Les positions précises des armoires électriques de chantier
- La position de la base vie ou matérialisation du cantonnement,
- Le tracé de toutes les zones protégées par des clôtures,
- Le repérage des zones de stockage, aire de livraison,
- L'emplacement des bennes à gravats,
- L'emplacement du ou des engins de levage,
- La position des sanitaires.

Les installations de chantier seront mises en place dès la période de préparation et après validation du plan d'installation proposé par l'entreprise.



7. ORGANISATION DES SECOURS – PREVENTION DES INCENDIES

7.1 Secours :

Numéro d'appel et procédure en cas d'urgence :

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler les POMPIERS à partir du téléphone de secours du chantier : tél. 18 ou SAMU tél. 15

et/ou appeler les secours à partir d'un portable : en composant le 112

Donner les informations suivantes :

- 1. ICI CHANTIER (chantier.....rue.....localisation.....téléphone chantier)**
- 2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT**
- 3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT**
- 4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE**
- 5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours**
- 6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message**

Trousse de premiers secours :

Chaque entreprise devra disposer d'une trousse de premiers secours sur le chantier, et la tenir à jour.

Sauveteurs Secouristes du Travail :

Les entreprises, conformément à la législation devront, dans leurs équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20 pendant toute la durée des travaux). Les secouristes du travail devront être facilement identifiables et repérables par la présence d'un signe distinctif sur leur casque et vêtement de travail.

Accès réservé au secours :

L'accès chantier ne devra jamais être encombré de véhicules, de matériel ou de matériaux qui pourrai empêcher les services de secours d'intervenir sur le chantier.

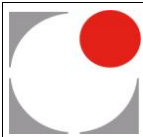
Toutes les circulations devront être libres en permanence.

L'organisation des moyens de secours est précisée sur le P.P.S.P.S de chaque entreprise.

Accident du travail :

Les entreprises devront systématiquement informer le coordonnateur sécurité et protection de la santé de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes.

Cette obligation est applicable aux travailleurs intérimaires (l'entreprise utilisatrice devra se procurer la déclaration de la société d'intérim et la transmettre au coordonnateur SPS).



7.2 Incendie :

Dispositions prises pour les travaux sur points chauds :

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble des postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. Ces zones de travail à risques devront être signalées. Le permis feu sera imposé pour toute intervention par point chaud. Ce permis feu prévoira une interruption d'intervention par point chaud ½ heure avant le départ des salariés, et une visite par la personne de l'entreprise responsable de la sécurité qui devra s'assurer de l'absence de fumée ou d'odeur une ½ heure après l'arrêt des interventions par point chaud.

Stockage de produits dangereux :

Chaque entreprise utilisant des produits dangereux, chimiques devra le signaler dans son PPSPS, définir les conditions de stockage en dehors des zones travaux et des constructions. Aucun stockage sur les postes de travail ou à proximité du cantonnement.

Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés à l'extérieur dans des zones très délimitées et précises prévues à cet effet dans des containers métalliques parfaitement ventilés comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.

Mise en place d'extincteurs :

Chaque entreprise générant un risque d'incendie devra mettre en place au minimum un extincteur à proximité de chaque point chaud.

8. PROTECTIONS COLLECTIVES

8.1 Dispositions générales :

Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle, définir les conditions de mise en place avec leur fonction et entretien du poste de travail.

Chaque entreprise aura sa charge exclusive la mise en place et la maintenance de ces protections collectives qu'elle a mis en place.

Chaque entreprise devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Toutefois, ces dispositions ne dérogent pas à la réglementation qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

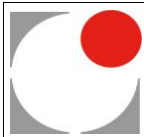
En toutes circonstances, une entreprise créant un risque de par ces travaux ce doit de mettre en œuvre par tout procédé une ou des protections collectives, de façon à assurer la sécurité de ces employés et de toutes personnes susceptibles d'être dans la zone dangereuse concernée.

Toute entreprise intervenant au sol ou en élévation devra obligatoirement neutraliser, baliser et contrôler sa zone active de travail.

Le balisage au sol devra interdire tout accès ou approche de personnes à l'intérieur du cône de chute d'objets.

Il sera constitué suivant les cas de figures, la nature du risque et la durée d'intervention, au moyen de panneaux grillagés sur plots béton, de barrières métalliques bicolores, de mailles plastiques oranges, de rubalise, de filets de protection sur les échafaudages, etc... .

Ces divers dispositifs de neutralisation et de balisage seront décrits dans les PPSPS des Entreprises concernées.



9. TRAVAUX SPECIFIQUES PRESENTANT UN DANGER PARTICULIER

Lors de travaux de réhabilitation et / ou de démolition le maître d'ouvrage fournit au coordonnateur SPS les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant d'amiante conformément à l'article R 4532-46 du code du travail.

9.1 Découverte de produit amianté.

Si des éléments en amiante sont découverts, et ce, même en cas de suspicion en cours de travaux (canalisations, fenêtres, poteaux ou autres), les travaux devront être immédiatement stoppés sur ce poste, un diagnostic complémentaire devra être réalisé et le cas échéant, une procédure de retrait d'amiante devra être mise sur pied. La maîtrise d'Ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS devront être prévenus.

Lots concernés : Toutes les entreprises intervenantes

Localisation : Suivant Rapport de DTA (Dossier technique amiante, Diagnostic de repérage de matériaux contenant de l'amiante) : à fournir par le Maître d'ouvrage.

9.2 Mise en œuvre de produits dangereux :

Les produits utilisés devront être choisis en fonction de leur absence de dangerosité.

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier (utilisation de substances toxiques ou inflammables) devront notamment :

- isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyen et de résultat),
- mettre en place une signalisation indiquant les risques liés aux produits,
- tenir, sur le chantier, les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre,
- aérer les locaux ou, en cas d'impossibilité, mettre en place une ventilation mécanique avec extraction des vapeurs vers une zone inaccessible aux autres corps d'état.

Chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des dangers présentés par les produits qu'ils manipulent.

Les entreprises devront également mettre en œuvre toutes les protections (collectives et individuelles) nécessaires et adaptées aux risques ; elles resteront responsables de l'application de ces mesures de prévention.

9.3 Risques chimiques :

Définition: Tout élément ou composé chimique, seul ou mélangé, tel qu'il se présente à l'état naturel ou qu'il résulte d'une activité professionnelle, qu'il soit ou non produit intentionnellement et qu'il soit ou non commercialisé.

Les produits chimiques sont à classer par phases de risque et combinaison de phase d'après les codes de R1 à R68/22.

Une fiche de donnée de sécurité doit être fournie systématiquement.

Les mélanges combustibles comburants sont à proscrire afin d'éviter le risque de feu.

Le potentiel de risques et de nuisance est à prendre en compte dans les zones, ateliers ou postes de travail.

Respecter la section 3 du code du travail: Risques chimiques Article R4535-8.

Le principe de précaution :

“Quand une activité apparaît comme une menace pour la santé de l'Homme ou pour l'environnement, il convient de prendre des mesures de précaution même si certaines relations de cause à effet n'ont pas été établies de manière scientifique, dans leur totalité”.

9.4 Travaux en hauteur :

Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail situés en élévation doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque de chute de hauteur et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants. L'entreprise assurera une protection contre les chutes de hauteur. Articles : R4323-58 à R4323-90 du code du travail (Décret 2004-924 du 1/09/2004)

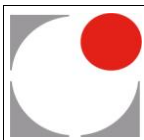
Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite.

Pour les travaux en hauteur, l'entreprise devra utiliser des plates-formes individuelles roulantes, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet.

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81

Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39



L'attention de l'entreprise est attirée sur l'application du décret 2004 -924 du 1er septembre 2004 qui impose notamment : Le montage et le démontage de l'échafaudage par du personnel formé et encadré par une personne compétente également formée.

9.5 Échafaudages :

Les échafaudages fixes et roulants devront être impérativement conformes aux directives inscrites au Code du travail, à l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages (lisses, sous-lisses et plinthes, arrimages et fixations, moyens d'accès, etc...) et aux recommandations R408 et R457 de la CNAMTS, et doivent être montés par des « salariés habilités monteurs » capables d'assurer le contrôle préalable et obligatoire avant toute mise en service. Pour chaque montage d'échafaudage, le PV de réception sera affiché sur l'échafaudage, une copie du PV sera transmise au coordonnateur SPS.

Les échafaudages fixes et roulants devront obligatoirement disposer d'accès intérieurs sécurisés constitués d'escaliers ou d'échelles de service et de trappes rabattables ; les accès par échelles libres étant proscrits.

L'utilisation d'échafaudages avec platelages réalisés au moyen de bastaings juxtaposés est strictement interdite.

Les échafaudages utilisés devront permettre d'assurer la protection collective du personnel lors des opérations de montage ou de démontage.

Si la situation l'exige, ces échafaudages devront être équipés de filets anti-projection pour éviter toute chute d'objets et/ou de matériels et matériaux

Le montage des échafaudages mobiles devra être réalisé suivant les directives techniques de montage ordonnées par les fournisseurs et tenir compte de l'adéquation surface/hauteur.

Ces échafaudages mobiles devront être parfaitement stabilisés au sol en position de travail au moyen des stabilisateurs prévus par le fournisseur et arrimés, si la situation l'exige, sur des éléments fiables de la structure.

9.6 Travaux à proximité de réseaux enterrés et aériens

Chaque entreprise devra transmettre sa déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) aux exploitants des réseaux en charge concernés au moins 10 jours avant le début effectif des travaux.

Les DICT devront être réalisées pour chaque zone de travaux, elles devront être tenues à jours, elles devront être consultables sur chantier.

Avant de croiser des réseaux divers une campagne de piquetage devra être faite systématiquement, pour déterminer avec exactitude l'endroit et la profondeur à laquelle se trouvent ces réseaux.

Tous les travaux à proximité de réseaux à risque (électrique, gaz, eau, etc...) devront être réalisés conformément au décret du 8 janvier 1965.

Les travaux seront réalisés manuellement, dès l'approche à une distance de 1M des réseaux

Tous les réseaux aériens devront être signalés.

Toutes les travaux à proximité de ligne HT / BT (aérienne ou enterrée) devront se faire suivant la réglementation.

-repérage des réseaux aériens et enterrés.

-signaler la présence de la ligne électrique aérienne et indiquer la distance à ne pas dépasser.

Les travaux au voisinage de cette ligne devront être conformes à la réglementation en vigueur notamment aux articles R 4534-121 du code du travail et art 51 du Décret 88-1056 du 14 Novembre 1988

R 4534-121 code du travail

Lorsque la ligne ou l'installation électrique est des domaines basse tension B (BTB), haute tension A (HTA) et haute tension B (HTB), la mise hors d'atteinte de cette ligne ou de cette installation est réalisée en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension, ainsi que devant le neutre.

Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans. La consigne prévue par l'article R. 4534-125 précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée. En outre, l'employeur désigne une personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail.

Les mises hors d'atteinte susceptibles d'amener des travailleurs à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, ainsi que l'intervention directe sur des lignes, installations électriques ou pièces nues normalement sous tension, ne peuvent être accomplies que par des travailleurs compétents et pourvus du matériel approprié.



Article 51 Décret 88-1056 du 14 Novembre 1988

Modifié par Décret n°95-608 du 6 mai 1995 - art. 30 JORF 7 mai 1995 en vigueur le 1er janvier 1997

I. - Quelle que soit la nature des travaux mettant les intervenants au voisinage d'installations sous tension, ces derniers doivent disposer d'un appui solide leur assurant une position stable.

II. - Les opérations de toute nature effectuées au voisinage de parties actives nues sous tension ne peuvent être entreprises que si l'une au moins des conditions suivantes est satisfaite :

a) Mise hors de portée de ces parties actives par éloignement, obstacle ou isolation dans les conditions prévues aux articles 49 ou 50 ;

b) Exécution des opérations dans les conditions définies à l'article 50 relatif aux travaux sous tension ;

c) Exécution des opérations par un personnel ou travailleur indépendant ou employeur mentionné à l'article L. 235-18 du code du travail :

- averti des risques présentés par ces parties actives nues sous tension ;

- ayant reçu une formation spécifique sur les méthodes de travail permettant d'effectuer, au voisinage de parties actives nues sous tension, les tâches qui lui sont confiées ;

- disposant d'un outillage approprié ainsi que de l'équipement et du matériel nécessaires à sa protection ;

d) Lorsque aucune des conditions précédentes ne peut être mise en œuvre, les dispositions ci-dessous doivent être observées :

- notification d'une consigne qui doit préciser les mesures de sécurité à respecter et spécifier la zone de travail matériellement délimitée et affectée à chaque équipe ;

- dans le cas de travaux effectués au voisinage des parties actives nues sous tension des domaines H.T.A. ou H.T.B., surveillance permanente par une personne avertie des risques présentés par ce type d'installation, désignée à cet effet et qui veille à l'application des mesures de sécurité prescrites.

9.7 Superposition de taches :

Toutes les interventions simultanées ou superposées sont interdites. Les phases de présomption de difficultés dans le domaine feront l'objet d'une inspection commune inter-entreprises avec le coordonnateur SPS. Certaines phases peuvent être éventuellement décalées en accord avec le maître d'œuvre, L'installation d'atelier dans les zones de travaux est proscrite.

Certaines voies vont rester en circulation pendant les travaux. Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de modifier le déroulement des travaux ainsi que les installations de chantier si la sécurité des usagers l'imposait.

9.8 Bruits et nuisances :

Les entreprises utiliseront du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur. Notamment le décret n°95-408 du 18 avril 1995 (émergence supérieure ou égale à 5 décibels (dBA) de 7 h à 22 h). Prévoir matériel d'arrosage dans le cas où les travaux pourraient provoquer des nuages de poussières sur les voies ouvertes à la circulation des usagers.

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement contre les pollutions de toutes natures liées à l'activité du chantier et dommageables vis-à-vis du milieu naturel. En particulier celles liées aux écoulements ou rejets d'écoulements des eaux de plates-formes en chantier. Les dispositions correspondantes seront soumises à l'agrément du Maître d'œuvre.

Le stockage de produits étiquetés sera obligatoirement limité aux quantités nécessaires à l'utilisation journalière.

9.9 Co-activité et travaux en site occupé :

Pour toute intervention sur le site, des règles d'interventions devront systématiquement être mises en place entre le coordonnateur SPS, le Maître d'Ouvrage, les utilisateurs des locaux en activité et les entreprises.

Les travaux seront entrepris après s'être assuré que tous les éléments de sécurité collective sont en place.

Les concessionnaires concernés et/ou l'exploitant du site seront avertis au préalable ou effectueront eux-mêmes les travaux.

La co-activité superposée simultanée sera proscrite entre ces travaux.

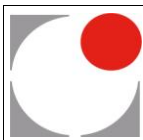
Les entreprises devront préciser dans leur P.P.S.P.S. les consignes données à leur personnel pour limiter risques et gêne pour tout intervenant sur le site.

Les zones à risques devront être rendues inaccessibles par la mise en place permanente de clôtures, de balisage et un cheminement bien défini.

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81

Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39



9.10 Risques créés et protections collectives :

En toutes circonstances, une entreprise créant un risque ou un danger, par ces travaux ou par la réalisation d'un ouvrage, doit mettre en œuvre par tout procédé une ou des protections collectives adaptées, de façon à assurer la sécurité de ces employés et de toutes personnes susceptibles d'intervenir dans la zone dangereuse concernée.

9.11 Intempéries :

Voir C.C.A.P

Chaque entreprise veillera à ne pas exposer ses salariés aux risques découlant des conditions climatiques (neige, verglas, vent, orage).

Prendre des précautions particulières lors de la mise en place des panneaux de couverture.

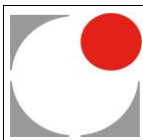
Dans le cadre du décret du 8 janvier 1965, les entreprises prendront les dispositions nécessaires pour appliquer les articles ci-après, dès la reprise d'activité après intempéries :

- examen du matériel, des engins, des installations et dispositifs de protection
- vérification des talus
- moyens de passage sur tranchées
- nettoyage des passerelles
- abris du personnel
- essais des dispositifs de sécurité

Cette vérification sera consignée sur le registre de sécurité du chantier.

10. TABLEAU D'ANALYSE DE RISQUES

<u>TYPE DE RISQUES</u>	<u>MESURES DE PREVENTION</u>	<u>OBSERVATIONS</u>
<i>Domaines de risques</i> <i>Postes de travail</i>	Coexistence, travaux/exploitation Intrusion de toute personne étrangère aux travaux	- Mise en place d'un affichage et balisage sur chaque zone en travaux
<i>Chute de hauteur</i> <i>Travaux en élévation</i>	Échafaudage conforme, nacelle, etc... Travaux sur plates formes munies de garde corps. Décret 2004-924 du 1 septembre 2004 relatif des travaux temporaires en hauteur. Arrêté du 25/02/2003 travaux à risques complément de récupération souple	Personnel habilité ou titulaire du CACES pour la conduite d'engins (nacelles). Les appareils doivent faire l'objet des vérifications réglementaires Notice techniques à la disposition des compagnons Rédiger les modes opératoires appropriés Rédiger les modes opératoires appropriés
<i>Risque particulier (arrêté du 25/02/2003)</i>	Donner des instructions appropriées aux travailleurs	Rédiger les modes opératoires appropriés dans un PPPSPS
<i>Electrification et électrocution</i> <i>Electricité, travaux en dépose et réfection</i>	Travaux hors tension Mise en place tableau électrique avec différentiels.	Travaux à effectuer par du personnel habilité pour les travaux électrique et rédaction de consignes écrites et affichage L'opérateur devant porter les EPI spécifique (exemple casque isolant



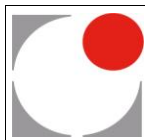
		équipé d'écran facial, gants bottes de sécurité isolants...)
<i>Liés aux contacts de pièces nues sous tensions ou à proximité de lignes électriques</i>	Personnel habilité suivant la recommandation UTE C 18510	Port des EPI adaptées aux risques Avertir services d'urgence 112 EDF
<i>Chutes de plain-pied</i> <i>Gestion des approvisionnements, stockage et déchets</i>	Approvisionnement à l'avancement du chantier Laisser libre les accès et circulation horizontales et verticales, éclairage permanent Stockage minimum en fonction des charges admissibles. Nettoyage de chantier Enlèvement immédiat des matériaux en dépose ou déchets.	A charge de chaque entreprise Protection physique des zones de travaux Maintenir les circulations dégagées Rangement systématique sur les zones de travail
<i>Risques incendie-explosion voir ci-dessus paragraphe protection contre l'incendie</i>	Travaux sur point chaud soudage électrique, soudage ou dégivrage au chalumeau à gaz, l'oxydécoupage, coupage ou meulage à la tronçonneuse, meuleuse, ponceuse..tous les travaux susceptibles de produire flamme, chaleur, étincelles.	Demande de permis de feu Matériel de protection incendie (extincteurs...) Balisage de la zone de travaux.

Principales Recommandations à prendre en compte par l'ensemble des entreprises :
(recommandations CNAM)

R282	Manutention des bouteilles de gaz utilisées sur les chantiers.	Toutes les entreprises
R288	Déchets industriels-Manutention, stockage, transport et traitement	Toutes les entreprises
R291	Chute de hauteur. Filets montés sur consoles	Toutes les entreprises
R306	Arrimage et désarrimage des charges transportées	Toutes les entreprises
R368	Transport de matières dangereuses par route, chargement et déchargement	Toutes les entreprises
R386	Utilisation de plates-formes élévatrices mobiles de personnes (Pemp)	Toutes les entreprises
R389	Utilisation des chariots automoteurs de manutention à conducteur porté	Toutes les entreprises
R390	Utilisation des grues auxiliaires de chargement de véhicules	Toutes les entreprises
R407	Sécurité lors des interventions sur machines, appareils et installations	Toutes les entreprises
R408	Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied	Toutes les entreprises
R409	Évaluation du risque chimique	Toutes les entreprises
R416	Travail isolé et dangereux	Toutes les entreprises
R422	Sécurité lors des interventions sur machines, appareils ou installations	Toutes les entreprises
R427	Risques liés à l'utilisation des palettes	Toutes les entreprises

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81
Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39



R430	Dispositif d'ancrage pour les équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur	Toutes les entreprises
R431	Utilisation des systèmes d'arrêt de chutes	Toutes les entreprises
R434	Prévention des risques occasionnés par les véhicules et engins circulant ou manœuvrant sur les chantiers du BTP	Toutes les entreprises
R447	Prévention des accidents lors des travaux en espaces confinés	Toutes les entreprises
R452	Chargement, transport et déchargement de combustibles solides, fioul domestique et gazole	Toutes les entreprises
R457	Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants	Toutes les entreprises
R460	Fonctions d'accueil et d'accompagnement des nouveaux en entreprises	Toutes les entreprises

Liste non exhaustive

11. OBLIGATION DE CHAQUES INTERVENANTS ET MODALITE DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, TRAVAILLEURS INDEPENDANTS ET LE COORDONNATEUR SPS

11.1 Formation du personnel :

Chaque entreprise sera tenue d'organiser une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, au bénéfice des travailleurs intervenant sur le chantier.

La formation à la sécurité a pour objet d'instruire le salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et celle des autres personnes occupées sur le site.

A partir des risques auxquels il est exposé et des risques qu'il peut générer, les informations, enseignements et instructions sont donnés au salarié dans les conditions fixées aux articles ci-après.

Le salarié est informé : des risques spécifiques aux travaux sous circulation, des règles de circulation des véhicules et engins, des chemins d'accès aux postes de travail, des issues et dégagements de secours, des instructions de dégagements de secours, des instructions d'évacuation.

Cette information est à faire dès l'arrivée du salarié et à chaque fois que les conditions de circulation ou de travail changent du fait de l'avancement des travaux. Le salarié doit bénéficier également d'une formation ayant pour objet: de lui enseigner les comportements et les gestes les plus sûrs, de lui expliquer les modes opératoires retenus, de lui montrer les dispositifs de protection et de secours.

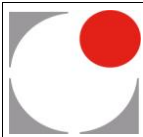
Dispensée sur les lieux de travail cette formation doit revêtir un caractère pratique et adapté aux risques du chantier. En cas de modification des conditions de circulation ou en cas de création ou de modification d'un poste de travail ou de technique exposant à des risques nouveaux, l'entreprise doit procéder à l'analyse des nouvelles conditions de circulation ou de travail.

Chaque entreprise ne fait intervenir que du personnel qualifié, formé et apte médicalement, conformément à ses obligations réglementaires, en vue de la mise en œuvre, l'utilisation, l'entretien, le contrôle, notamment de : échafaudages fixes ou volants ; équipements de travail (machines, appareils, etc.) ; conduite d'appareils de levage et de manutention mécanique ; engins de chantier, camions équipés de grue de déchargement ; installation de fluide : eau, gaz, vapeur ; protections collectives : gardes corps, filets, lignes de vie etc. Protections individuelles liées aux risques spécifiques tels que : produits polluants atmosphériques ; chutes de hauteur ; chutes de matériel ; anoxie (azote et argon) ; techniques de travail mettant en

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81

Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39



œuvre des gaz, produits ou substances dangereuses ; matériel bruyant.

Chaque entreprise précise, en fonction des techniques d'exécution qu'elle choisit, les compétences requises pour la mise en œuvre, l'utilisation, l'entretien et le contrôle.

Elle établit la liste des travaux concernés, la formation acquise par les personnes que le chef d'entreprise habilite pour le déroulement des tâches et l'application des procédures.

11.2 Travailleurs étrangers (non francophones) :

Le PPSPS sera compréhensible par les travailleurs étrangers. Des images simples, sur le principe des fiches didactiques (OPPBTP - CRAM), sont conseillés pour être insérées dans le PPSPS. L'encadrement doit être capable de communiquer en français avec les acteurs du chantier et dans leur langue avec les ouvriers étrangers.

Il est rappelé extrait : « Art. R4141-5 L'employeur organise, dans les conditions fixées à l'article R. 231-32, les actions de formation à la sécurité... Les formations dispensées tiennent compte de la formation, de la qualification, de l'expérience professionnelle et de la langue parlée ou lue des salariés appelés à en bénéficier... »

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- aux mesures générales de protection et de solidarité
- aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail, dans la définition des postes de travail.
- aux actions des Organismes Professionnels d'hygiène et Sécurité et des Conditions de Travail
- aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses
- à la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme
- à mettre en œuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention.

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

11.3 Responsabilité de chaque entreprise :

Chaque entrepreneur supporte l'entière responsabilité de toutes les mesures adoptées par lui pour assurer l'exécution des travaux et maintenir le bon ordre et la discipline dans le chantier.

Il est tenu d'assurer la bonne tenue, l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier, de ses abords et de la voie publique, conformément aux lois et textes réglementaires, aux règlements de police, de voirie, d'hygiène ou autres, dont il ne saurait plaider l'ignorance, et conformément aux usages des professions du bâtiment.

Chaque entrepreneur est responsable de ses ouvriers et agents sur le chantier et ses abords en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit, ainsi que de tous accidents et de tous dommages, dégâts et détournements, que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes quelles qu'elles soient et de tous dommages, causés à tous biens (immeubles où les travaux sont exécutés, fonds voisins, voie publique et ses accessoires, etc ...) par son personnel, ses véhicules ou ses appareils.

11.4 Inspection commune :

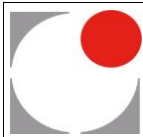
Avant toute intervention, les entreprises y compris les sous-traitants, travailleurs indépendants doivent prendre contact avec le C SPS pour réaliser l'inspection commune et établir le PPSPS. Toute Entreprise n'ayant pas souscrit à ces obligations sera priée de quitter le chantier. Articles R 238-18 du code du travail.

11.5 Registre Journal :

Dispositions générales :

La diffusion des fiches d'intervention du Registre Journal se fera par e-mail.

Toutes les entreprises devront à la réception de chaque fiche d'intervention du Registre Journal du coordonnateur SPS, la visée et formuler une réponse, si elle est demandée, par retour de mail.



11.6 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé :

Les entreprises devront participer à une inspection commune avec le coordonnateur avant la remise de leur P.P.S.P.S. Le P.P.S.P.S. doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et il est spécifique à chaque chantier. L'intervention sur le chantier n'est autorisée que dans le délai de 10 jours après transmission du P.P.S.P.S. au coordonnateur S.P.S. Dans le P.P.S.P.S., les entreprises présenteront l'analyse des risques de leur activité et présenteront leur(s) mode(s) opératoire(s) sous forme de schéma(s). Nous rappelons aux entreprises que le P.P.S.P.S. doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier. Avant intervention sur le chantier et après que le P.P.S.P.S. ait été accepté par le coordonnateur l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le P.P.S.P.S. et le faire signer.

Elle dispose de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le P.P.S.P.S. pour l'entreprise principale et d'une semaine pour les entreprises de second œuvre et sous-traitantes.

TRAME PPSPS

CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Noms et adresses :
 - . de l'entrepreneur,
 - . du responsable de l'exécution, des travaux
 - . des sous-traitants, au fur et à mesure de leur désignation
 - . du rédacteur du plan
- Nature des travaux sous-traités
- Nom et numéro du lot de travaux
- Effectif prévisible du chantier aux périodes de pointe (dates et durées)

CHAPITRE 2 – SECURITE PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

- Analyse détaillée :
 - . des procédés de construction et d'exécution
 - . des modes opératoires
- Énumération :
 - . des matériels de production
 - . des installations de chantier
 - . des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération
- Définition des risques prévisibles
- Indication des mesures de prévention choisies :
 - . protection collective
 - . protection individuelle (pour l'utilisation des harnais, indication des points d'ancrage)
- Énoncé des conditions du contrôle
 - . de l'application des mesures de prévention
 - . de l'entretien et des moyens matériels
- Analyse traitant :
 - . des risques propres aux travaux de l'entreprise
 - . des risques liés aux interférences entre entreprises

CHAPITRE 3 – CONSIGNES DE PREMIER SECOURS

- Consignes sur la conduite à tenir en présence d'un blessé
- Liste :. des secouristes formés présents sur le chantier
 - . du matériel médical existant sur le chantier
- Mesures prévues pour l'évacuation rapide de tout accidenté grave

QUALICONSULT SECURITE



CHAPITRE 4 – MESURES D'HYGIENE

- Hygiène des conditions de travail et prévention des maladies professionnelles :
 - . nature des produits dangereux utilisés dans le chantier nécessitant une surveillance médicale spéciale
- Hygiène des locaux destinés au personnel
 - . mention des installations prévues (vestiaire, réfectoire et sanitaires)
 - . nature, surface et emplacement
 - . capacité d'accueil et date de mise en service

Diffusion du P.P.S.P.S.

- Coordonnateur SPS
- Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté, pour avis, par :
 - . le médecin du travail de l'entreprise
 - . les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel
- L'entreprise chargée du gros-œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (*) doit communiquer son P.P.S.P.S. :
 - . à l'inspecteur du Travail
 - . au Service de Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM)
 - . au Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.
 - . au chantier (disponibilité permanente)

Suivi : Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage.

(*) Liste fixée par arrêté.

11.7 Principaux registres à tenir sur le chantier :

Registre de l'inspection du Travail et s'il y a lieu du Comité d'hygiène et de Sécurité

Code du Travail - Art. L-620-4 et R-231-9

- Mentions :
- Inspection du Travail
 - Mises en demeure et observations en matière d'hygiène et de sécurité
 - Comité d'hygiène et de sécurité
 - Numéro de référence des procès-verbaux et rapports classés dans le dossier spécial "Consignation des avis de danger éminent".

Registre des contrôles techniques de sécurité

Code du Travail. Décrets des 23 août 1947, 14 novembre 1962 et 8 janvier 1965.

A tenir à la disposition de l'inspecteur du Travail.

A titre indicatif, matériel soumis à la vérification périodique avec mention des contrôles :

- Appareils de levage
- Organes de sécurité
- Câbles - Chaînes - Cordages - Crochets
- Chariots auto-moteurs

Liste non exhaustive

N.B. : La périodicité des vérifications n'exclut aucunement les inspections journalières ou avant chaque installation.

Registre des observations

Décret du 8 janvier 1965 - Art. 24

A la disposition des travailleurs pour inscrire leurs observations sur l'état du matériel et des installations et signaler un danger présumé en cette matière.

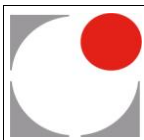
Registre des accidents bénins

Sous réserve d'autorisation de la CRAM, les employeurs ont la possibilité de ne pas déclarer les accidents du travail n'entraînant ni arrêt de travail, ni soins médicaux, sous réserve de les inscrire sur un registre spécial.

QUALICONSULT SECURITE

Agence NANCY : 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY / Tél. : 03.83.93.59.80 / Fax. : 03.83.93.59.81

Agence METZ : 11 rue Edouard Belin CS 25004 – 57071 METZ CEDEX 3 / Tél. : 03.87.18.79.30 / Fax. : 03.87.18.78.39



- Feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle

11.8 Sous-traitance :

L'entrepreneur titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de l'article 2.6.1. du C.C.A.G. et de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975.

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître de l'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant son P.P.S.P.S. un formulaire du présent P.G.C. en précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la Sécurité des travailleurs.

Le sous-traitant dispose d'un délai de 8 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir son propre P.P.S.P.S.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de les faire agréer par le Maître d'Ouvrage et de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, le nom et adresse des autres sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

Les mesures définies au présent Plan Général de Coordination sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du sous-traitant concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels. En cas de sous-traitance, l'interlocuteur du Maître d'Ouvrage est l'entrepreneur principal qui fera connaître et agréer ses sous-traitants par le Maître d'Ouvrage. Ceux-ci devront avoir les qualifications requises pour les travaux demandés.

L'entrepreneur est responsable de la bonne application par les entreprises sous-traitantes des dispositions du présent protocole et elle mettra en œuvre, pour ce faire, tous les moyens qu'elle jugera utile.

11.9 Prestataires de service :

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, monteurs d'échafaudages, sciage et carottage béton, etc.... devront :

- leur transmettre les informations qui les concernent du présent plan général de coordination.
- leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS.
- indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions.
- informer le coordonnateur SPS du recours à ces prestataires lors de l'inspection commune.
- accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

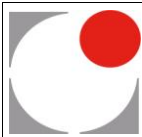
11.10 Sanctions pour non respect des règles de sécurité :

Les employés des entreprises qui ne respecteraient pas les prescriptions du présent P.G.C.S.P.S, du P.P.S.P.S ou qui ne tiendraient pas compte des Objectifs et Observations du Coordonnateur sécurité, pourraient se voir exclus du chantier sur décision du Maître d'ouvrage.

L'entreprise ne pourrait demander aucune indemnité. Toutes les conséquences sur les délais seraient à la charge de l'entreprise dont le personnel n'avait pas respecté les consignes de sécurité.

11.11 Planning des travaux :

Avant le début des travaux, il sera fourni un planning d'intervention par la maîtrise d'œuvre qui devra détailler chaque phase d'intervention en tenant compte qu'il faudra éviter toute co-activité simultanée superposée. Le titulaire fournira au coordonnateur dans les délais indiqués au CCAP un nouveau planning à chaque modification de celui-ci et pour chaque phase de travaux



FICHE DE RECENSEMENT ET ACCIDENTS DU TRAVAIL

A retourner chaque mois à : QUALICONSULT SECURITE

Entreprise :

Non et adresse :

Interlocuteur sécurité de l'entreprise :

Date de début des travaux de l'entreprise :

Mois de : Année :

Nombre d'heures travaillées sur le site dans le mois

Nombre d'heures travaillées depuis le début des travaux :

Nombres d'accident du travail avec arrêt depuis le début des travaux :

Nombres de jours d'arrêt pour accident du Travail depuis le début des travaux :

Date :

Cachet et signature :